



« Le Climat planétaire ne sera pas sauvé sans le respect des Droits Humains »

Cette année 2021, l'actualité environnementale foisonne : le 6^e rapport du GIEC*, « alerte rouge pour l'humanité », selon Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, les 150 000 feux ravageurs en Grèce, aux Etats-Unis, en Turquie, Algérie, Russie et France, intenses jusqu'à 8 km/h, le dôme de chaleur canadien avec 49,6°C dans la ville de Lytton aussitôt incendiée, les pluies torrentielles en Allemagne, Belgique, Inde et Japon, le premier épisode de pluie jamais enregistré en 30 ans d'observations au sommet de la calotte glaciaire groenlandaise... Mais aussi le retour des Etats-Unis dans l'accord de Paris, les avancées de la Commission Von der Leyen sur le Pacte Vert (Green Deal) qui changera plus de 50 lois européennes d'ici 2022, puis l'agenda des grandes organisations internationales au chevet de notre planète bien meurtrie.

Le congrès mondial de l'UICN** à Marseille de septembre nous alerte sur la biodiversité comme moyen de lutte contre le réchauffement climatique ; il met l'accent sur la pollution plastique des océans, la déforestation importée, les financements, la protection des grands singes, des mangroves, la criminalité environnementale, la souveraineté alimentaire et le risque santé du fait de la destruction de la faune sauvage. Bientôt la COP26 à Glasgow, dernière étape de l'accord de Paris, préparera la mise en œuvre des engagements des 197 pays signataires, notamment sur la réduction de 40 à 55% des Gaz à Effet de Serre (GES) d'ici 2030 pour éviter 1,5°C de réchauffement climatique, alors que le GIEC estime son dépassement inéluctable ; au-delà de + 2°C, jusqu'à 54% des espèces disparaîtraient.

L'enjeu de ce défi mondial est double : technologique et culturel. L'équation environnementale restera insoluble si les Etats n'ouvrent que l'œil technique aux lobbys de la finance, du marché et des grandes entreprises publiques ou privées, porteurs de fausses solutions séduisantes et simplistes pour atteindre la neutralité carbone visée en 2050 par l'Europe, au détriment des droits humains et de la souveraineté alimentaire. Ainsi, le processus de compensation et la création d'un marché carbone d'échanges de droits d'émissions de GES, évoqués dans l'Article 6 de l'accord de Paris, conduisent à une impasse sociale : marchandisation du vivant, accroissement de l'accaparement des terres et insécurité alimentaire des pays les plus pauvres. En plus d'avoir une efficacité technique douteuse, car la séquestration reste provisoire, la compensation ne remplacera jamais un processus de réduction des énergies fossiles ; les décideurs ne doivent pas se tromper sur l'approche technologique. Sur le plan culturel, il est temps que les Etats changent de regard et ouvrent l'œil sur le destin humain pour éviter, sous prétexte de compensation, d'évincer des populations rurales de territoires constitutifs de leur principale source de revenu et pour y développer une approche systémique comme l'agroécologie et l'agroforesterie, véritables « options sans regret ».

Le pape nous rappelle dans « Fratelli Tutti » l'importance de désirer une fraternité universelle, socle d'un après-covid que François appelait de ses vœux en avril 2020, dans le cadre d'un projet de développement intégral, résumé par son fameux triptyque « un toit, un travail et... une terre ». A nous, à la faveur de cette campagne « Justice Climat », de l'incarner par notre lutte en faveur de la protection du sol nourricier. En préservant les Droits Humains comme la consultation et le consentement des populations locales à l'occasion de projets d'exploitation du sol par des entreprises étrangères, nous préservons également le Climat planétaire. Appuyé par 30 de ses partenaires confrontés à des défis colossaux de préservation des biens communs que sont la terre, l'eau et la biodiversité, le CCFD-Terre solidaire déploiera une panoplie d'actions visibles de tous avec slogans, affiches, banderoles, en parallèle à la COP26 : safari du greenwashing, photomaton animé, quiz « quel climato-engagé es-tu ? », débat de rue avec porteurs de parole, signature de l'appel à mobilisation...

Avec la sollicitation des médias et réseaux sociaux, l'opinion publique avertie sera un formidable levier pour peser sur les décisions de la COP26. Avec nos alliés, [recrutons à tour de bras autour de nous les bonnes volontés](#), affirmons collectivement qu'un autre monde est encore possible dans le respect des Droits Humains.

Philippe TELLIER, président diocésain

GIEC* : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

UICN** : Union Internationale pour la Conservation de la Nature